



La Commune



Qu'ils s'en aillent tous, et leurs "réformes" avec eux !

Qu'ils s'en aillent tous | Déclaration de <i>La Commune</i>, après la victoire du <i>NON</i> le 29 mai

Ainsi, le 29 mai dernier, le verdict des urnes a été sans appel: la Constitution européenne a été rejetée par le NON massif de l'immense majorité de la population.

Il s'agit d'un mai 68 électoral.

Avec 70% de participation, soit autant, sinon plus, que pour le référendum de Maastricht en 1992, les électeurs ont démontré qu'ils avaient parfaitement compris l'enjeu. Cela prouve bien, à ceux qui dénoncent la forte tendance à l'abstention de ces dernières années comme une prétendue preuve de passivité, que ceux qui, par millions, boudent les urnes habituellement, le font quand ils savent qu'il n'y a rien à en attendre. Le 29 mai dernier, le démenti aux donneurs de leçon est brutal: salariés des villes et des campagnes, jeunes, chômeurs, retraités sont allés voter en masse et le NON, avec 55%, a balayé le traité constitutionnel et les partisans du OUI.

Un non ouvrier et populaire

N'en déplaise à Kouchner, ancien ministre PS, et à Serge July, Directeur de *Libération*, qui ont choisi définitivement d'être toujours du côté du manche, ceux qui ont voté NON ne sont pas comme ils l'ont prétendu, des racistes et des xénophobes. Cette accusation est une insulte proférée par des hommes qui ont tout fait pour faire passer le OUI et qui, aujourd'hui, cherchent la vengeance par l'invective pitoyable.

Le NON est majoritaire dans 84 départements, dans 18 régions sur 22. Le NON l'a emporté dans la plupart des grandes villes, à l'exception de Paris et Lyon, villes depuis longtemps vidées de la population ouvrière.

Le NON est majoritaire chez les ouvriers (78%), les employés (67%), les agriculteurs (70%), les chômeurs (71%), les salariés du public et du privé (60%). Le NON est majoritaire chez les travailleurs précaires (71% des intérimaires, 70% des CDD). Il est écrasant dans les foyers à faibles revenus mensuels (66% des ménages qui gagnent moins de 1500 €).

C'est bien sûr un NON ouvrier et populaire qui s'est exprimé le 29 mai dernier. C'est bien sûr un NON de ceux "d'en bas", des villes et des campagnes, un NON des exploités, un NON des opprimés, un NON de ceux qui souffrent. C'est bien sûr un NON contre les salaires précaires, contre le travail précaire, contre le logement précaire. C'est le refus catégorique d'une Constitution européenne et d'un gouvernement, tout entiers au service des patrons, des banquiers. C'est un NON définitif contre la liquidation des services publics, de la protection sociale, des retraites et des derniers acquis sociaux arrachés par les luttes de générations successives d'exploités.

Il s'agit donc bien, à n'en pas douter, d'un mai 68 électoral et les partisans du OUI, à gauche comme à droite, ne s'y trompent pas, à voir la panique dans leurs camps. La gifle administrée à la quasi-totalité des partis institutionnels et parlementaires, de gauche comme de droite, partisans du OUI, est magistrale et définitive. C'est un désaveu cinglant des politiques menées par les gouvernements successifs depuis 1983, date du tournant de la rigueur imposé par le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman. Chirac l'a bien compris. C'est pourquoi, il a appelé à la rescousse les frères ennemis d'hier, Villepin et Sarkozy, pour en faire sa garde rapprochée contre le mouvement social qui vient.

Aveugle qui ne verrait que ce gouvernement, constitué par le jeu des chaises musicales, vit ses derniers instants et que le régime de la V^{ème} république est à l'agonie. Discrédité, minoritaire et même marginalisé par le suffrage universel, noyé dans des scandales de toute sorte, Chirac, clé de voûte de la V^{ème} république, s'accroche désespérément à un pouvoir pour lequel il n'a plus la moindre légitimité depuis longtemps. Le 29 mai a sonné le glas d'un régime en décomposition avancée, désormais tenu à bout de bras par ceux, à gauche, en particulier le PS, qui dès le lendemain du 29 mai, ne trouvent rien d'autre que de dire à la population d'attendre l'échéance de 2007. Ce faisant, ils tentent, une fois de plus, de sauver la mise à Chirac, comme ils l'ont déjà fait en avril 2002, quand ils ont administré le bouche à bouche de l'Union sacrée, en appelant à voter pour lui. Décidément le peuple est bien cruel, et bien peu reconnaissant, doit se dire à nouveau Jospin, dont la base électorale, dans son (prétendu) propre fief de Cintegabelle, a choisi à plus de 60% le ...NON. Même mésaventure pour le chef de file du PS, Hollande, battu en rase campagne à Tulle, la ville dont il est le député. Qu'ils se le disent: nul ne sera épargné, ni à gauche, ni à droite et le PS va payer, dans les semaines et les mois qui viennent, son engagement pour le OUI et pour une "Europe sociale", version MEDEF et patronat européen. Tôt ou tard, l'implosion du PS est inévitable et les règlements de compte entre partisans du NON et du OUI sont à venir, ils ont même commencé.

Il reste que la débandade de Chirac est flagrante. Son gouvernement "d'unité" autour de sa personne, affiche déjà son objectif: "priorité à l'emploi". Traduisons: il faut en finir avec les "pesanteurs", c'est-à-dire avec le Code du travail et toute la réglementation qui, malgré les coups déjà portés, est encore debout et garantit encore vaillamment le salarié contre la voracité patronale de baisse des coûts du travail et d'accentuation de la précarité. Il ne sera pas dit qu'un gouvernement aussi isolé puisse y parvenir.

Dehors, Chirac-Villepin-Sarkozy, et leurs "réformes" avec eux!

Qui peut donc gouverner ?

Qui peut désormais prétendre aux destinées du pays? Certainement pas ceux qui ont appelé au OUI. Certainement pas ceux, à droite comme à gauche, qui se sont compromis dans les "réformes" pro-patronales contre les retraites, la Sécurité sociale, l'école et la santé. Certainement pas ceux qui, depuis 1983, mènent, gouvernement après gouvernement, une politique contre les travailleurs, les jeunes, les retraités, les agriculteurs, une politique qui vise à reprendre nos droits et acquis sociaux. **Ceux-là ne nous représentent plus.** C'est le verdict du 29 mai.

Quelle serait en effet cette démocratie où la représentativité parlementaire et gouvernementale est si manifestement contraire au résultat des urnes et du suffrage universel?

C'est pourquoi, seuls peuvent prétendre diriger le pays ceux qui, dans le mouvement ouvrier et démocratique, ont appelé à voter NON et s'engageraient désormais, résolument et, dans l'unité, à appliquer, sans délai, un **PLAN D'URGENCE en faveur des salariés, des retraités, des agriculteurs, des chômeurs, des jeunes et de leurs familles.**

UN PLAN D'URGENCE OUVRIER ET POPULAIRE QUI COMMENCE PAR:

- **Abrogation du Traité de Maastricht-Amsterdam qui est à la source du Traité Constitutionnel européen.**
- **Interdiction des licenciements secs ou déguisés**
- **Retrait immédiat des "réformes" Fillon sur les retraites et l'école, de la "réforme" Douste-Blazy sur la Sécurité sociale**
- **Arrêt de toutes les poursuites contre les lycéens réprimés suite à leur grève contre la réforme Fillon. Relaxe immédiate!**
- **Respect du Code du travail, des statuts et des conventions collectives**
- **Augmentation générale des salaires dans le public et le privé.**
- **Halte au travail précaire sous toutes ses formes**
- **Défense des services publics. Halte aux privatisations**
- **Abrogation des lois de décentralisation**
- **Abrogation de la LOLF**
- **Droit au logement pour tous, réquisition des logements vides, interdiction des expulsions pour cause économique et de maladie.**

Seuls ceux qui s'engageraient à appliquer ce plan d'urgence en faveur de la population des villes et des campagnes qui souffre du talon de fer des patrons et des banquiers sont assurés du soutien ouvrier et populaire. Qui, parmi les organisations politiques et syndicales, qui parmi les partisans du NON est décidé à inscrire ces revendications sur son drapeau? C'est bien la question que se posent, pour les jours et les semaines qui viennent, ceux qui, le 29 mai dernier, ont rejeté la Constitution européenne.

Modifié le jeudi 20 octobre 2005

Voir aussi dans la catégorie Déclarations

COMMUNIQUÉ



Communiqué du groupe La Commune

Conformément à ses statuts, et sur proposition de son Comité National, l'assemblée générale des militant.e.s du groupe La Commune, section française de la Ligue Internationale Socialiste... >>

DÉCLARATION



L'avenir de la Kanaky-Nouvelle-Calédonie ne peut pas se faire sans le peuple kanak

Droit au peuple kanak à disposer de lui-même et à l'indépendance ! Report du référendum du 12 décembre 2021 ! >>



LIGUE SOCIALISTE

Déclaration de la LIS : L'Etat sioniste sera détruit, un Moyen-Orient socialiste renaîtra de ses cendres

La Commune relaie la déclaration de la Ligue socialiste internationale >>

NOTES

RETRAIT DE LA LOI « SECURITE GLOBALE » - MANIFESTATION AUJOURD'HUI SAMEDI 28 NOVEMBRE 2020

DECLARATI

28 NOVEMBRE 2020

C'est désormais au grand jour que la crise de fin de régime s'expose et interpelle chacun et chacune, dans une violence inouïe menée par la police aux ordres du gouvernement. Macron peut bien,... >>



COMMUNIQU

Journée Internationale pour l'élimination de la violence contre les femmes

Communiqué du 25 novembre 2020 >>



COMMUNIQU

Communiqué

C'est avec la plus extrême fermeté que nous condamnons l'assassinat barbare qui a été commis le vendredi 16 octobre 2020 contre Samuel Paty, professeur d'histoire à... >>

